

Journal du 43^e Congrès

la
cgt
métallurgie

15



PROGRAMME

- ▶ **9h** : Réunion du CEF pour l'élection : du Bureau Fédéral / du Secrétaire général / du Secrétaire général adjoint / de l'Administrateur
- ▶ **9h30** : Ouverture de la 8^{ème} séance
- ▶ **9h30/9h40** : Journal télé
- ▶ **9h50** : Présentation du Bureau Fédéral / du Secrétaire général / du Secrétaire général adjoint / de l'Administrateur / Remerciements aux sortants
- ▶ **10h40** : Intervention du nouveau Secrétaire Général
- ▶ **11h/11h30** : Remerciements et clôture
- ▶ **11h30** : REPAS DE CLÔTURE



Crédit photo : Tobias Canales

Les coulisses du congrès

Sylvie Cardozo - USTM 67

Dans le cadre de préparation du congrès, mon rôle a consisté à veiller à la bonne circulation des informations à destination de nos métallos du Bas-Rhin et de la région, ainsi qu'entre l'USTM et la fédération : centralisation des inscriptions des camarades présents pour la logistique, aide administrative et relances régulières.

Celia Canales Laguna - USTM 67

Comme j'ai travaillé dans l'événementiel et que je suis proche des milieux artistiques strasbourgeois, j'ai été chargée de trouver un groupe local pour la soirée fraternelle, il s'agit du « Bal Pygmées », on espère que vous avez adoré.

Notre USTM souhaite que les camarades vivent un congrès dans les meilleures conditions et qu'ils repartent avec le souvenir d'une belle et enrichissante expérience militante en Alsace !

Compte-rendu des travaux

La FTM en première ligne contre la casse sociale

La métallurgie est aujourd'hui un champ de bataille, partout en France, les patrons du secteur orchestrent une véritable guerre sociale. Licenciements, délocalisations, fermetures de sites, gel des salaires... Face à cette offensive, nous organisons la riposte. De Dunkerque à La Suze-sur-Sarthe, les métallos relèvent la tête et mènent les luttes détaillées par Frédéric Sanchez lors de la 6ème séance de notre congrès.

Chez ArcelorMittal, c'est l'hémorragie : à Denain et à Reims, 135 suppressions de postes ; à Dunkerque, les salariés s'opposent à un plan de démantèlement maquillé en transition écologique. Nous dénonçons une logique de rentabilité qui sacrifie 50 % des emplois, malgré les millions d'euros d'aides publiques déjà versés.

Dans l'automobile, Valeo supprime plus de 1 200 emplois. A Limoges, à La Suze, les sites ferment ou se vident, pendant que la production part en Turquie ou en Pologne. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, ce n'est pas une « adaptation stratégique », c'est du pillage industriel. Les salariés répondent par des piquets de grève, des débrayages et des mobilisations massives.



Le document
d'orientation a été
adopté à

90,86%

Les revendications salariales alimentent les luttes.

Chez Thales, à Toulouse et à Mérignac, les salariés refusent de se contenter des miettes et exigent 3,5 % d'augmentation générale. Chez Safran à Villaroche, où plus de 800 grévistes réclament leur part des richesses produites dans un secteur aux carnets de commandes pleins, il n'y a aucune justification à l'austérité salariale.

À Alstom, pendant qu'on annonce 1 537 suppressions de postes, dont 300 en France, les salariés revendiquent +10 % sur les salaires, alors que la direction déroule un plan d'économies sur le dos des travailleurs, tout en versant des dividendes aux actionnaires.

Ailleurs, c'est l'existence même de sites industriels qui est en jeu. A MA France (sous-traitant de Stellantis), les ouvriers se battent depuis avril 2024 contre la délocalisation de leur production. A la Fonderie de Bretagne, 350 emplois sont menacés, les camarades ont mené une mobilisation exemplaire pour sauver l'outil industriel.

Partout, nous appelons à la convergence des luttes, pas seulement pour défendre les milliers d'emplois, mais aussi pour exiger un changement radical de cap industriel en France et en Europe.

La métallurgie au cœur des préoccupations de la CGT

Dans son intervention, Sophie Binet a rappelé que la métallurgie incarne un secteur stratégique, pilier de notre souveraineté industrielle, de notre avenir productif et de la transition écologique. Pourtant, ce secteur vital est aujourd'hui miné par le désengagement de l'État et la voracité du capital privé. La CGT le dit depuis des années : sans vision industrielle, sans intervention publique forte, nous courons à la désindustrialisation massive.

Les exemples récents parlent d'eux-mêmes, pendant que les donneurs d'ordres délocalisent et que les actionnaires encaissent, l'État reste spectateur. Chez Valdunes, il a fallu des mois de lutte, des occupations d'usines et une mobilisation sans relâche des salariés pour que l'État finisse par s'engager et permette la reprise du site. Une victoire rendue possible par la détermination des métallos et de la CGT, qui ont su imposer une alternative crédible à la fermeture pure et simple.

Compte-rendu des travaux

Même chose chez Renault, où grâce à l'action syndicale, l'activité a pu être maintenue dans une période d'incertitude. Là encore, c'est la pression des travailleurs, et non la volonté de la direction ou du gouvernement, qui a permis de sauver des emplois et de préserver un savoir-faire industriel unique.

Mais ces victoires, aussi importantes soient-elles, ne doivent pas masquer l'immensité des dangers. Les plans sociaux se succèdent : Michelin, ArcelorMittal, Valeo, Alstom... La logique est toujours la même : détruire de l'emploi ici pour produire moins cher ailleurs, avec la bénédiction d'un État qui verse jusqu'à 200 milliards d'euros d'aides publiques chaque année sans aucune contrepartie.



La CGT refuse cette fatalité, nous portons des projets de réindustrialisation basés sur des relocalisations, sur des emplois de qualité, sur une planification industrielle qui prépare la France aux défis environnementaux. Cela implique de rompre avec la logique de marché et de reprendre la main sur les choix stratégiques, en refusant la mise en concurrence des salariés partout dans le monde.

Le secteur industriel de la métallurgie doit redevenir un moteur du progrès social et environnemental. Nos victoires récentes montrent qu'il est possible de gagner mais pour cela, nous devons élargir le rapport de forces, construire des mobilisations d'ampleur et imposer un changement de cap politique.

Pour ce faire, la proposition de loi des GM&S sur les relations donneurs d'ordres/sous-traitants doit permettre de transformer les luttes en victoires.



Avec près de 400 plans de suppressions d'emplois identifiés, la CGT est prête, avec les travailleuses et travailleurs, pour l'intérêt général, à lutter, à proposer et surtout à gagner.



30 ans de mandat

Interview de Jean-Louis Fournier, Daniel Sanchez, Philippe Martinez, Frédéric Sanchez

Ex-secrétaires généraux de la FTM

Avez-vous observé une évolution dans les revendications syndicales au cours de vos mandats respectifs ? Si oui, quelles sont les grandes lignes de ces évolutions ?



Jean-Louis Fournier – Secrétaire Général de 1990 à 1999. Il y a eu une transformation significative du salariat dans la métallurgie : le nombre de métallurgistes a fortement diminué, et la composition des effectifs a changé, avec moins d'ouvriers et davantage d'ingénieurs, cadres et de techniciens. Cela a obligé la démarche syndicale à évoluer progressivement, pour prendre en compte de nouvelles problématiques.

Je rappelle également qu'en 1990, à mon arrivée au secrétariat général, la Fédération héritait d'une conception du syndicalisme qui posait problème. C'était celle du « syndicalisme du réel », qui consistait davantage à rechercher des compromis avec le patronat plutôt qu'à s'opposer frontalement aux plans jugés néfastes.

Daniel Sanchez - Secrétaire Général de 1999 à 2008. La dernière période a été beaucoup marquée par la bataille sur la convention collective. Ma génération, ça a été plutôt de porter la revendication « **une convention collective pour tous** ». Et là, ils ont été confrontés à une négociation difficile. Et des gros bouleversements dans l'amélioration de la pratique syndicale, une recherche d'efficacité. Je trouve qu'on a des premiers résultats avec un rajeunissement de la population militante avec une parole qui s'est libérée. C'est une vraie richesse. Et je crois qu'on a la capacité de faire vivre un syndicalisme qui gagne, un syndicalisme qui marque des points.

Philippe Martinez - Secrétaire Général de 2008 à 2015. Un autre axe majeur était la bataille sur l'industrie. Je rejoins Jean-Louis, ils ont cherché à transformer les choses pour devenir un syndicalisme encore plus contestataire, tout en étant force de propositions.

Les propositions issues des camarades de GM&S sur les rapports entre donneurs d'ordres et sous-traitants, est une avancée importante. Ce travail avait déjà été amorcé à l'époque, notamment pour renforcer le lien entre la CGT des donneurs d'ordres et celle des sous-traitants, car les deux mondes étaient alors relativement cloisonnés.

Je suis satisfait de voir autant d'interventions d'ingénieurs cadres et techniciens parce que le salariat a profondément changé. On vient tous les trois de Renault, où aujourd'hui les ouvriers ne représentent plus que 13 % du salariat. Je tiens à rappeler qu'à l'époque de Jean-Louis et avant, Renault était qualifiée de « forteresse ouvrière ». Cela impose de prendre en compte cette évolution du salariat, tout en affirmant que chacun a sa place dans la CGT.

Frédéric Sanchez - Secrétaire Général de 2015 à 2025. Tous les quatre, on a voulu s'inscrire dans la continuité du travail des anciens. Le patronat a changé et a su s'adapter à toutes les réformes mises en place, avec le soutien des gouvernements successifs. Dans ce contexte, la Fédération a essayé de porter les revendications de la CGT, en particulier sur les questions des salaires, des classifications et du temps de travail, lors des négociations autour de la convention collective. Malgré tous les efforts déployés, je reconnais qu'on n'a pas pu empêcher la signature de la convention, signée par les trois autres organisations syndicales et qui est désormais appliquée dans les entreprises de la métallurgie. La bataille continue, point par point.

J'appelle à poursuivre cette lutte et à maintenir un lien entre les différents enjeux — emploi, salaires, conditions de travail — sans les traiter séparément.

Il y a un aspect qui nous unit tous les quatre : nous avons toujours œuvré pour renforcer nos relations avec nos syndicats. Nous avons constamment cherché à rester proches d'eux, à leur être utiles, en passant beaucoup de temps sur le terrain pour mener les luttes revendicatives, pour mieux les connaître, les rencontrer et les écouter. C'est une valeur qui persiste parmi nous quatre. Et cela se reflète aujourd'hui au congrès.

Retraite syndiquée, c'est utile !

Lorsque l'on quitte l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite, il est naturel de penser que l'on ne subit plus l'autorité du patronat. Pourtant, même si nous ne sommes plus sous l'autorité directe d'un chef d'entreprise, le patronat joue toujours un rôle important, notamment en s'attaquant aux droits des retraités.

Cela se manifeste dans plusieurs domaines : les retraites complémentaires, la Sécurité sociale, les mutuelles, entre autres. Le Medef, par sa présence dans les instances dirigeantes de ces organismes, joue un rôle central dans ces attaques.

Une fois à la retraite, les retraités sont souvent confrontés à des difficultés concernant leur pouvoir d'achat, l'accès à la santé ou aux services publics. Pour y remédier, la CGT porte plusieurs revendications fortes, telles que :

- Etablir un minimum de retraite équivalent au SMIC,
- Fixer la pension de réversion à 75 % du SMIC sans condition d'âge ni de ressources,
- Le retrait de la réforme MACRON sur la retraite,
- Mettre fin aux exonérations de cotisations sociales, qui représentaient environ 80 milliards d'euros en 2024),
- Rétablir l'indexation des pensions de retraite et des complémentaires (l'AGIRC-ARRCO qui représente pour certains retraités métallurgistes entre 30 et 60 % de leurs revenus), sur l'évolution des salaires.

Actuellement, tout semble être mis en œuvre pour isoler les retraités, les poussant à se replier sur eux-mêmes et à accepter plus facilement les attaques portées par le patronat et les libéraux contre leurs intérêts, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Partir à la retraite devrait être vécu comme une vie nouvelle et digne.

En France, il y a 17 millions de retraités, dont 1,7 million dans la métallurgie, constituant une force significative, si elle s'en donne les moyens. Notre UFR métallurgie compte aujourd'hui près de 9000 syndiqués. La question de la continuité syndicale se pose avec acuité : comment enrayer le fait que seulement 3 syndiqués sur 10 conservent leur carte CGT au moment du départ à la retraite ? Comment faire partager l'intérêt de rester syndiqué après avoir quitté le monde du travail ? Comment et pourquoi revendiquer en tant que retraité ? Comment construire le rapport de forces pour défendre nos droits et en conquérir de nouveaux ?



Autant de questions qui font émerger le besoin pour notre UFR métallurgie, de renforcer le lien entre actifs et retraités. Lors de notre congrès fédéral à Montpellier, nous avons, à la grande majorité, voté en faveur de la création de sections syndicales métallurgie dans toutes les entreprises où nous sommes implantés. A l'occasion de notre 43e congrès fédéral, il nous appartient de franchir une nouvelle étape (sans opposition avec la création de sections d'entreprises), en créant des syndicats départementaux métaux, afin que nos syndiqués ne soient plus isolés dans des « syndicats multipros » et de leur permettre de retrouver leur identité professionnelle pour défendre leurs revendications spécifiques.

L'enjeu est important : nous avons besoin de renforcer le lien entre actifs et retraités, et c'est cette feuille de route que s'est fixée notre UFR. Dans cette optique, nous préparons notre 14e congrès de l'UFR, en deux étapes :

- Le 26 novembre 2025, à la CGT, se tiendra, sous l'égide de notre fédération et de son outil fédéral qu'est l'UFR, un grand débat rassemblant actifs et retraités de la métallurgie, autour de l'utilité du syndicalisme retraité, dans la salle du CCN (Louis Viannet).
- Début 2026, la tenue de notre 14e congrès de l'UFR.

Lucien GRIMAULT - Secrétaire général UFR
Roland BERAUD - Secrétaire général adjoint UFR

LES NOUVEAUX MEMBRES DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE

La direction fédérale, appelée couramment le CEF (Comité exécutif fédéral), est l'organe qui dirige la fédération et met en œuvre les orientations votées au congrès de la fédération. Son rôle est multiple, mais on peut le résumer en deux grandes orientations :

- **Faire vivre la fédération**
- **Représenter la fédération.**

La vie de la fédération : les membres du CEF sont amenés à être consultés (accords de branche, demande de la confédération, comptes de la fédération, ...). Ses membres débattent une fois par mois, à Montreuil, pour apporter une analyse sur les différents sujets abordés, avec les spécificités de chacun (groupe, TPE, jeunes, femmes, retraités, ICT, ...) afin d'en dégager un plan de travail fédéral. Les membres du CEF participent à un collectif de la fédération et peuvent être amenés à l'animer. Ils sont amenés à présider nos différentes réunions statutaires (CEF, Conseil National et congrès), à écrire sous différents formats : édito, rapport d'actualité, tracts, déclarations, articles pour le mensuel...

La direction fédérale joue aussi un rôle de représentation. Ses membres portent dans les territoires les décisions collectives issues des réunions mensuelles. Ils représentent la fédération dans nos outils territoriaux (USTM, CCM, région), mais aussi dans les moments de luttes de nos syndicats. Ils sont amenés à faire parvenir à la fédération toute demande de nos syndicats afin de faciliter la vie syndicale.

Les collectifs de la fédération sont des outils essentiels à la vie des syndicats et de ses structures. La création d'un livret, avec ses 27 collectifs, doit permettre de gagner la participation de davantage de camarades à la vie fédérale. La direction fédérale sortante a fait le choix que chaque candidat à la future direction fédérale s'y inscrive et apporte son expérience dans l'un des collectifs proposés. Nous pouvons aujourd'hui nous féliciter que près de 200 camarades sont inscrits dans un des collectifs.

Etre membre de la direction fédérale est un engagement qui s'associe à celui de l'entreprise pour ne pas être coupé de la réalité du terrain.



LIVRET : LES COLLECTIFS FÉDÉRAUX



Miguel Salles - Syndicat Airbus Atlantic

WEB TO PRINT

Retrouvez tous les livrets de la fédération



L'association Ambroise Croizat : santé, insertion et solidarité au cœur de l'engagement

Réalisations sociales des travailleurs CGT de la métallurgie et nées de l'héritage humaniste d'Ambroise Croizat, père fondateur de la Sécurité sociale, les associations Ambroise Croizat déclinent leur action autour de deux axes complémentaires : la santé des femmes et l'insertion professionnelle et sociale des personnes en situation de handicap.

Fondée en 1985, **l'association Ambroise Croizat Santé** gère plusieurs établissements de santé en Île-de-France, dont l'Hôpital Pierre Rouquès – Les Bluets, à Paris. Établissement privé participant au service public hospitalier, il propose une offre de soins accessible et de qualité, centrée sur la santé des femmes de la puberté à la ménopause : consultations de gynécologie en secteur 1, sans dépassement d'honoraire, maternité, chirurgie gynécologique, PMA, centre de santé sexuelle. Doté d'un plateau technique de pointe, il privilégie une approche globale et bienveillante de la santé,

reposant sur la continuité des parcours et des pratiques innovantes, comme l'hypnose au bloc opératoire. Fidèle à son histoire, l'hôpital reste un acteur engagé pour l'autonomie des femmes, de l'accouchement sans douleur à la défense de l'IVG et de la PMA pour toutes.

L'association Ambroise Croizat Social et médico-social favorise depuis 2021 l'insertion durable des personnes en situation de handicap grâce à des formations adaptées et un accompagnement personnalisé.

Modèle associatif non lucratif, fidèle à l'esprit de justice sociale et au droit à la réparation portés par la Sécurité sociale, ces deux associations défendent une vision inclusive de la société, fondée sur la solidarité, l'égalité des droits et le respect mutuel.

Abdelkrim AHIL - Métaux CGT 56

Union Fraternelle des Métallurgistes

En 1936, pour les métallos parisiens, le passage de 17.000 à 250.000 syndiqués a représenté grâce aux cotisations syndicales, un apport financier important.

Ainsi, JP. TIMBAUD, H. GAUTIER, Jean BORNE, Alfred. COSTES et Maurice LACAZETTE investiront dans un patrimoine répondant à des besoins sociaux immédiats.

Au lendemain des luttes de 1936, nos anciens, dont Benoît FRACHON et Ambroise CROIZAT, ont imaginé l'Union Fraternelle des Métallurgistes, avec l'idée de démontrer qu'il est possible de gérer autrement les activités sociales au service de tous.

Au début, l'activité de l'UFM résidait dans l'aide syndicale pour les métallos de la Région Parisienne.

L'UFM est l'association propriétaire de l'ensemble d'un patrimoine social :

- 3 Centres de rééducation professionnelle (S. Masson à Paris, JP. Timbaud à Montreuil, L. Gatignon à Vouzeron dans le Cher).
- La Maternité des Bluets, jumelée à Trousseau dans le 12e et son centre de santé.
- Le siège social au 94 rue JP TIMBAUD dans le 11e.
- 2 pavillons de vacances en Sologne disponibles à la location de vacances pour les métallos.

- Le CE des Chantiers Navals de La Ciotat a procédé à la dévolution de ses biens immobiliers au profit de la Fédération qui les a retransmis à l'UFM, lui confiant la mission d'en faire profiter le mouvement social

L'activité et les personnels des établissements sont gérés par l'Association Ambroise CROIZAT créée en 1973 par l'UFM, qui a gardé la gestion et le développement du patrimoine. Depuis 2015, face au vieillissement de la population, l'UFM a investi dans deux Résidences Services Séniors (31 appartements à Castelnau le Lez et 24 à Marseille).

En janvier 2015, le périmètre de l'UFM a été ouvert au national. Ainsi, tous les syndicats de la métallurgie, par le biais de leurs USTM, ont la possibilité de s'inscrire dans la grande aventure de l'UFM en y adhérant annuellement.

L'UFM, c'est aussi la solidarité internationale qui se traduit par un partenariat avec Cuba Coopération France, consistant à subventionner des actions à CIENFUEGOS, telles que l'aménagement d'une « crèche séniors », d'une école pour autistes, la réfection d'un monument dédié aux travailleurs cubains et dernièrement, une salle pour former les futurs cadres syndicaux de la CTC.

Nicola GIGLIO - Président UFM



Interview



Frédéric FERRAN - Eden Auto (PME)
Mathieu DEVULDER - HME BRASS France



Comment milite-t-on dans une petite entreprise ?

Frédéric : C'est très compliqué, on est 220 salariés, et on a toujours le taulier sur le dos. Et si on ne va pas voir les gars et les copines le plus souvent possible, le taulier reprend du terrain. Et pour ce faire, il faut apprendre à déléguer, faire tourner les suppléants et faire circuler l'info.

Comment est-ce que tu vas amener les enseignements du 43ème congrès dans ta boîte ?

Frédéric : On va déjà débriefer à l'USTM. On va faire un résumé à chaque syndicat et leur communiquer ce qu'on a appris en faisant des comptes-rendus et des assemblées générales.

Comment tu as vécu cette semaine ?

Frédéric : C'est mon deuxième congrès et c'est vraiment un événement à vivre. Et c'est toujours un plaisir de participer. Le seul reproche que je pourrais faire, c'est qu'on ne voit pas assez le boulot des camarades qui travaillent dans l'ombre du congrès.

Toute première fois

Est-ce que tu peux me dire en quoi le congrès fédéral que tu as vécu va t'être utile ?

Mathieu : Il y a eu beaucoup d'interventions très intéressantes dans lesquelles je me retrouve, et ça apporte pas mal de nouvelles idées pour aborder les sujets sous un autre angle, notamment comment essayer de capter de nouveaux arrivants chez les jeunes, les cadres et techniciens. Il y a pas mal de bonnes idées pour essayer de contrer l'extrême droite qui revient en force dans notre région et qui nous fait bien mal.

Qu'est-ce que tu as envie de faire dans ton syndicat en rentrant ?

Mathieu : Alors je pense que je vais bien relire toutes les synthèses des journées. Je vais essayer de faire une communication par mail aux syndiqués pour en discuter. Ensuite, je vais sûrement travailler avec mes camarades et aller voir les gars dans les ateliers pour

prendre la température notamment en lien avec les nouvelles idées qui ont été proposées pendant le congrès. On a un gros travail de syndicalisation à faire en rentrant.

Un dernier mot ?

Mathieu : Il y a eu beaucoup d'émotions. On a le temps de partager nos idées, nos expériences et franchement ça fait chaud au cœur d'agrandir la famille.

Le congrès... en off !



Le dessin de Babouse



SCAN ICI POUR RÉPONDRE À NOTRE QUESTIONNAIRE COMMUNICATION !



<https://www.instagram.com/ftmcgt>

LA FTM-CGT VIENT D'ARRIVER SUR INSTAGRAM ! REJOINS-NOUS !